

**Convention Collective de Travail du 5 janvier 1978 concernant les  
exploitations de polyculture et d'élevage, les exploitations de culture ou d'élevage  
spécialisés, les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers et  
les coopératives d'utilisation de matériel agricole du CANTAL**

**AVENANT n° 82 du 15 janvier 2020**

*relatif aux salaires  
IDCC 9151*

**Entre :** La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Cantal,  
la Fédération départementale des CUMA,  
la Fédération des Entrepreneurs du Territoire,

d'une part

**Et :** l'Union départementale des syndicats FO du Cantal  
l'Union départementale des syndicats CGT du Cantal  
le Syndicat Général Agro-alimentaire CFDT du Cantal  
le syndicat CFTC Agri  
l'Union départementale des syndicats CFE CGC SNCEA

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE I -**

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective de travail du 5 janvier 1978 sont ainsi modifiées :  
Les salaires minima prévus à l'article 21 afférents à chacun des coefficients suivants sont fixés comme suit :

*1 - classification des emplois de salariés : ouvriers, employés*

Coefficient	Niveau	Echelon	Salaire horaire	Salaire mensuel pour 35 H par semaine
100	1	1	10,15 €	1 539,45 €
110	1	2	10,19 €	1 545,52 €
120	2	1	10,25 €	1 554,62 €
130	2	2	10,32 €	1 565,23 €
140	3	1	10,41 €	1 578,88 €
150	3	2	10,47 €	1 587,98 €
160	4	1	11,28 €	1 710,84 €
170	4	2	11,75 €	1 782,12 €

*1 - classification des emplois de techniciens et agents de maîtrise*

Coefficient	Niveau	Echelon	Salaire horaire	Salaire mensuel pour 35 H par semaine
200	1	1	12,03 €	1 824,59 €
210	1	2	12,77 €	1 936,83 €
220	2	1	13,33 €	2 021,76 €

*2 - classification des emplois de cadres*

Coefficient	Niveau	Salaire horaire	Salaire mensuel pour 35 H par semaine
300	1	15,50 €	2 350,89 €
310	2	17,69 €	2 683,04 €

**ARTICLE II -**

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 1er février 2020.

ARTICLE III - STIPULATIONS SPECIFIQUES POUR LES ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIES

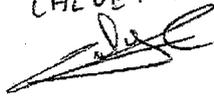
Suivant les dispositions de l'article L.2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant bénéficie à l'ensemble des salariés visés par la convention collective départementale susnommée et ce quel que soit l'effectif de l'entreprise.

Fait à Aurillac le 15 janvier 2020

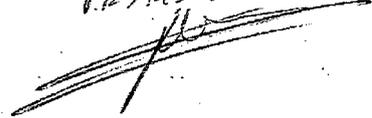
Pour la FDSEA

FABRE *bon Haic*  

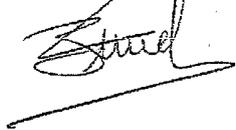

Pour la FD CUMA

CALVET  


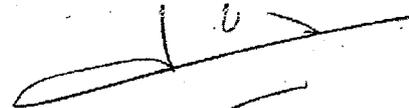
Pour la FEDT

PEYRASSA C  


Pour la SGA CFTD du Cantal

Laurence BRET  


Pour la CFTC AGRI

PH. GARS  


Pour l'USRAF Syndicats Ouvriers CGT

Pour FO

Pour SNCEA GFE CGC

  
A. PEYRONNET